

*Questions orales*

Chambre s'il entend prendre des mesures particulières en vue d'aider à assurer la réalisation de ces Jeux?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur le président, j'ai eu l'occasion de l'indiquer précédemment, le gouvernement fédéral serait disposé, dans les circonstances actuelles, à donner son appui au gouvernement du Québec, si celui-ci en avait besoin mais, comme je l'ai indiqué hier je pense, nous sommes d'avis que le gouvernement du Québec est en train de prendre les mesures qui s'imposent pour régler la situation, et, pour le moment, je n'ai pas d'autres mesures précises à annoncer.

\* \* \*

● (1120)

[Traduction]

**SOCIETY FOR THE STUDY OF THE HERITAGE OF CANADA**

LE FINANCEMENT DE LA SOCIÉTÉ PAR LE SECRÉTARIAT D'ÉTAT

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État. Dirait-il à la Chambre si son ministère a pressenti la Society for the Study of the Heritage of Canada en vue de lui offrir une aide financière ou autre?

**L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État):** Monsieur l'Orateur, je vais donner une réponse assez complète mardi au sujet des relations de mon ministère avec cette société. Nous avons, je crois, financé trois projets de personnes âgées. J'en fournirai les détails à la Chambre mardi.

**M. Baldwin:** Monsieur l'Orateur, le ministre, en faisant sa déclaration qui, j'espère, sera complète, pourrait-il répondre à ma question: son ministère a-t-il abordé la Société en vue de lui offrir une aide financière.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie.

**M. Baldwin:** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le ministre du Revenu national qui semble s'être enfui. Avec votre permission, peut-être pourrais-je donner avis que je la poserai à son retour, si vous voulez bien me donner la parole alors.

LA POURSUITE DES TRANSACTIONS AVEC LA SOCIÉTÉ EN DÉPIT DES MISES EN GARDE—DEMANDE D'EXPLICATIONS

**M. Walter Baker (Grenville-Carleton):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre si, dans la déclaration qu'il fera à la Chambre mardi, il dira pourquoi son ministère a continué à traiter avec la société alors qu'en décembre 1974 le gouvernement ontarien avait déjà averti ses commissions scolaires de ne pas le faire, parce que cette société se trouvait dans une situation précaire. Compte-t-il en parler dans sa déclaration?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le ministre a déjà dit qu'il ferait une déclaration mardi; comme, d'après la nouvelle procédure, on peut poser des questions une fois la déclaration faite, il faudrait peut-être attendre mardi.

[M. Matte.]

**LA SITUATION ÉCONOMIQUE**

L'INFLATION AU CANADA—LA PROPORTION ATTRIBUÉE À LA CONJONCTURE MONDIALE AU LIEU DE FACTEURS INTÉRIEURS

**M. Paul Yewchuk (Athabasca):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Pourrait-il dire à la Chambre dans quelle proportion l'inflation au Canada est due à la situation mondiale dont il vient de parler, et dans quelle proportion elle provient de facteurs intérieurs qu'il veut éliminer grâce au consensus?

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, il est difficile de donner une réponse précise à ce sujet, en raison des facteurs en cause. D'après sa question, le député suppose que l'inflation en 1975 est analogue à la situation que nous avons connue en 1973 et en 1974. En 1973 et en 1974, une des causes principales de l'inflation était le déséquilibre entre l'offre et la demande qui a fait doubler le prix des marchandises, progresser considérablement le prix des produits alimentaires et quadrupler le prix du pétrole. En 1975, depuis le dernier trimestre de 1974 en réalité, l'inflation est causée par les coûts.

**M. Gillies:** C'est exactement la même chose.

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Ce n'est pas tout à fait la même chose, monsieur l'Orateur. La solution proposée par le député de Don Valley, et qui fut d'ailleurs acceptée par son chef en 1973-1974, représentait la mauvaise solution au mauvais moment et ne se fondait pas sur les facteurs vraiment en cause.

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—DEMANDE D'EXPOSÉ DES PROJETS GOUVERNEMENTAUX DE RESTRICTION DES DÉPENSES

**M. Paul Yewchuk (Athabasca):** Monsieur l'Orateur, comme le ministre a admis qu'en toute probabilité, le facteur le plus important dans la hausse inflationniste au Canada est celui des dépenses effrénées des gouvernements à tous les niveaux, y compris le gouvernement fédéral, pourrait-il donner les mesures concrètes qu'il entend prendre pour inciter les autres niveaux de gouvernement à restreindre leurs dépenses et s'il serait en mesure de préciser dès maintenant, ou dans une déclaration à l'appel des motions, s'il le préfère, quelles mesures précises le gouvernement fédéral entend prendre pour restreindre ses dépenses?

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je ne me rappelle pas avoir dit ce que l'honorable député rapporte dans son préambule.

\* \* \*

**LE LOGEMENT**

LES MOTIFS DE L'ANNULATION DE LA CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

**Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre chargé des Affaires urbaines. La conférence prévue pour le 21 mai avec les ministres provinciaux du logement a-t-elle été annulée et, le cas échéant, pour quelle raison?